

Op de voordracht van de Minister van Werkgelegenheid;
Na beraadslaging,
Besluit:

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van 18 oktober 2023 tot vaststelling van de basisdotatie en de bijkomende dotaties in het kader van de AktiF- en AktiF PLUS-maatregel ter bevordering van de werkgelegenheid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid worden de woorden "3.212.057,95 euro" vervangen door de woorden "3.042.956,87 euro";
- 2° in het tweede lid worden de woorden "1.374.080,00 euro" vervangen door de woorden "500.000 euro".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "301.757,84 euro" vervangen door de woorden "259.758,29 euro".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2026.

Art. 4. De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Eupen, 18 december 2025.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen, Ruimtelijke Ordening en Financiën,
O. PAASCH
De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,
J. FRANSEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2026/200465]

22 JANVIER 2026. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel et l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, les articles 3, 4, 8, 12, 24 et 44, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 juin 2025;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juillet 2025;

Vu le rapport du 16 décembre 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 77.975/2/V du Conseil d'État, donné le 26 août 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux conformément à l'article 6, § 2, 5°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la communication à la Commission européenne, le 4 septembre 2025, en application de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, un 1°/1 est inséré et rédigé comme suit :

« 1°/1 le service : le service composé des agents statutaires ou membres du personnel contractuels de niveau A appartenant à la Cellule transport exceptionnel de la Direction de la Réglementation de la Sécurité routière et du Contrôle routier du Département de la Réglementation et de la Régulation des Transports du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructure. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « directeur de l'administration » sont remplacés par le mot « service »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « à l'administration » sont remplacés par les mots « au service »;

3° au paragraphe 3, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service »;

4° au paragraphe 4, un alinéa 2 est inséré et rédigé comme suit :

« Si la demande a fait l'objet d'un complément d'information, l'autorisation ou le refus est notifié au demandeur dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception du complément d'information obtenu conformément au paragraphe 3 ou dans les quinze jours ouvrables à compter de cette date pour les demandes nécessitant la consultation. »;

5° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service »;

6° au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service »;

7° le paragraphe 7, est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Les véhicules exceptionnels visés à l'alinéa 2 sont utilisés dans les conditions suivantes :

1° ils circulent, dans les cas visés :

a) à l'alinéa 3, 1°, 4° et 5°, dans un rayon maximum de vingt-cinq kilomètres du lieu de construction ou d'assemblage;

b) dans les cas visés à l'alinéa 3, 2° et 3°, dans un rayon maximum de quinze kilomètres du lieu de construction ou d'assemblage;

2° pour les véhicules exceptionnels de catégorie 2, le déplacement a lieu sur un maximum de deux itinéraires alternatifs prescrits;

3° ils ne circulent pas simultanément sur la voie publique. ».

Art. 3. Dans l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « directeur de l'administration » sont remplacés par le mot « service »;

Art. 4. Dans l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, les mots « supérieure à 3,20 mètres » sont remplacés par les mots « supérieure à 3,50 mètres ».

Art. 5. À l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont insérées :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° un nouvel alinéa est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le véhicule accompagnateur a une longueur de toit d'au moins 2,50 mètres et une hauteur de toit d'au moins 1,75 mètres. ».

Art. 6. Dans l'article 33, 1°, du même arrêté, les mots « de classe 3 qui se composent d'une veste de couleur jaune et éventuellement d'un pantalon de couleur jaune ou d'une combinaison de même couleur; » sont remplacés par les mots « de classe 2 qui se composent d'une veste de couleur jaune et d'un pantalon de couleur jaune ou d'une veste de classe 3 ou d'une combinaison de classe 3 de même couleur; ».

Art. 7. Dans l'article 41, du même arrêté, les modifications suivantes sont insérées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Les véhicules agricoles qui répondent aux conditions suivantes sont des véhicules agricoles exceptionnels » sont remplacés par les mots « Sont visés par le présent chapitre les véhicules agricoles qui sont également des véhicules exceptionnels et qui répondent aux conditions suivantes : »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « directeur de l'administration, à des véhicules agricoles exceptionnels » sont remplacés par les mots « service, à des véhicules agricoles ».

Art. 8. Dans l'article 43, § 1^{er}, du même arrêté, le 1° est abrogé.

Art. 9. À l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le A) Autorisation/prescriptions, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a5, colonne « Infractions », les mots « à celles de la dérogation technique du véhicule » sont remplacés par les mots « à celles des documents techniques du véhicule »;

b) au a9, colonne « sommes à percevoir », la mention « Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019 » est abrogée;

2° dans le B) Chargement, b2, colonne « Infractions », au b2.1, les mots « rayons de girations » sont remplacés par les mots « cercles de braquage »;

3° dans le C) Infractions relatives à l'accompagnement, les modifications suivantes sont insérées :

a) au c1, colonne « Infractions », au c1.2, premier tiret, 2°, les mots « supérieure à 3,20 mètres » sont remplacés par les mots « supérieure à 3,50 mètres »;

b) au c6, colonne « Infractions », au 4°, les mots « supérieure à 70 kilomètres » sont remplacés par les mots « supérieure à 90 kilomètres »;

4° dans le D) Véhicules agricoles, au d1, les mentions reprises dans la colonne "Infractions", sont remplacées par ce qui suit :

« Le véhicule agricole exceptionnel :

1° utilisé exclusivement dans le cadre d'une activité agricole;

2° dont la largeur est supérieure à 3,50 mètres et inférieure ou égale à 4,25 mètres et dont la longueur est inférieure ou égale à 27,00 mètres et dont la hauteur et les masses sont conformes ou après consultation sont assimilées conformes au code de la route et au règlement technique par le directeur de l'administration;

3° qui se déplace dans un rayon maximum de cinquante kilomètres du siège d'exploitation ou de la ferme;

4° dans le cas d'un véhicule agricole tracté, lorsqu'il est chargé d'une machine agricole ou de matériel agricole.

N'est pas signalé par un véhicule d'avertissement. »;

5° dans le F) Equipement, les modifications suivantes sont insérées :

a) au f10, colonne « Infractions », au f10.1, les mots « ou, jusqu'au 31 décembre 2015, conformément à l'article 47.1 du code de la route, » sont abrogés;

b) au f16, colonne « Infractions », au f16.1, les mots « et de deux feux orange placés à l'avant du véhicule qui fonctionnent durant le transport exceptionnel » sont insérés après les mots « toutes les directions ».

Art. 10. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, les paragraphes 3 et 4, abrogés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« § 3. Si la demande d'autorisation est incomplète et nécessite un complément d'information, il est adressé au demandeur un relevé des éléments manquants dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

Le demandeur est informé de la date de réception des éléments manquants.

Si les éléments reçus nécessitent toujours un complément d'information, il est adressé à nouveau au demandeur un relevé des éléments manquants dans les trois jours ouvrables à compter de la date visée à l'alinéa 2.

La procédure recommence conformément aux alinéas 2 et 3 jusqu'à ce que la demande soit complète.

§ 4. Le demandeur est informé de la nécessité d'une consultation dans :

1° les cinq jours ouvrables de la réception de la demande ou

2° les trois jours ouvrables de la réception du complément d'information visé au § 3. ».

CHAPITRE II. — Dispositions finales

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5, 2°, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2028.

Art. 12. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 janvier 2026.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,

F. DESQUESNES

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2026/200465]

22. JANUAR 2026 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Erteilung der Genehmigung für außergewöhnliche Transporte

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20 in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, Artikel 3, 4, 8, 12, 24 und 44 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Erteilung der Genehmigung für außergewöhnliche Transporte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport;

Aufgrund der am 23. Juni 2025 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. Juli 2025 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 16. Dezember 2024;

Aufgrund des am 26. August 2025 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 77.975/2/V des Staatsrats;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen gemäß Artikel 6 § 2 Ziffer 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund der am 4. September 2025 erfolgten Mitteilung an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 § 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Abänderungsbestimmungen

Artikel 1 - In den Artikel 1 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport wird eine Ziffer 1°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°/1 die Dienststelle: die Dienststelle, die aus statutarischen Bediensteten oder Mitgliedern des Vertragspersonals der Stufe A besteht, die dem Büro für Sondertransporte der Direktion der Regelung der Straßenverkehrssicherheit und der Straßenkontrollen der Abteilung Verkehrsregelung und -regulierung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen angehören. ".

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "des Verwaltungsdirektors" durch die Wortfolge "der Dienststelle" ersetzt;

1° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "an die Verwaltung" durch die Wortfolge "an die Dienststelle" ersetzt;

3° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "die Verwaltung" durch die Wortfolge "die Dienststelle" ersetzt;

4° In § 4 wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wurden zusätzliche Informationen zum Antrag angefordert, wird dem Antragsteller die Genehmigung oder Ablehnung innerhalb von fünf Werktagen nach Eingang der gemäß Paragraf 3 angeforderten zusätzlichen Informationen oder innerhalb von fünfzehn Werktagen nach diesem Zeitpunkt bei Anträgen, die eine Konsultation erfordern, mitgeteilt. ";

5° in § 5 Absatz 1 wird die Wortfolge "die Verwaltung" durch die Wortfolge "die Dienststelle" ersetzt;

6° in § 5 Absatz 2 wird die Wortfolge "die Verwaltung" durch die Wortfolge "die Dienststelle" ersetzt;

7° Paragraf 7 wird durch einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in Absatz 2 genannten Sonderfahrzeuge werden unter den folgenden Bedingungen verwendet:

1° sie fahren:

a) in den in Absatz 3 Ziffern 1, 4 und 5 genannten Fällen in einem Umkreis von höchstens 25 km vom Ort der Herstellung oder der Montage;

b) in den in Absatz 3 Ziffern 2 und 3 genannten Fällen in einem Umkreis von höchstens 15 km vom Ort der Herstellung oder der Montage;

2° für Sonderfahrzeuge der Kategorie 2 erfolgt die Fahrt auf maximal zwei vorgeschriebenen alternativen Routen;

3° sie fahren nicht gleichzeitig auf der öffentlichen Straße. ".

Art. 3 - In Artikel 3 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Der Verwaltungsdirektor" durch die Wortfolge "Die Dienststelle" ersetzt;

Art. 4 - In Artikel 22 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "mindestens 3,20 m" durch die Wortfolge "mindestens 3,50 m" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 wird aufgehoben;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Das Begleitfahrzeug hat eine Dachlänge von mindestens 2,50 m und eine Dachhöhe von mindestens 1,75 m. ".

Art. 6 - In Artikel 33 Ziffer 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Klasse 3, die aus einer gelben Jacke und eventuell einer gelben Hose oder einem gleichfarbigen Overall besteht;" ersetzt durch die Wortfolge "der Klasse 2, die aus einer gelben Jacke und einer gelben Hose oder einer gleichfarbigen Jacke der Klasse 3 oder einem gleichfarbigen Overall der Klasse 3 besteht;".

Art. 7 - Artikel 41 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge "Landwirtschaftliche Fahrzeuge, die die folgenden Bedingungen erfüllen, sind landwirtschaftliche Sonderfahrzeuge;" ersetzt durch die Wortfolge: "Das vorliegende Kapitel betrifft landwirtschaftliche Fahrzeuge, die gleichzeitig Sonderfahrzeuge sind und folgende Bedingungen erfüllen:";

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "vom Verwaltungsdirektor den landwirtschaftlichen Sonderfahrzeugen" ersetzt durch die Wortfolge "von der Dienststelle den landwirtschaftlichen Fahrzeugen" ersetzt;

Art. 8 - In Artikel 43 § 1 desselben Dekrets wird Ziffer 1 aufgehoben.

Art. 9 - In Anhang 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° unter A) Genehmigung/Vorschriften werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In a5, Spalte "Verstöße", wird die Wortfolge "als die der technischen Ausnahmegenehmigung für das Fahrzeug" durch die Wortfolge "als die der technischen Unterlagen des Fahrzeugs" ersetzt;

b) In a9 wird in der Spalte "Zu erhebende Beträge" der Eintrag "Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019" aufgehoben;

2° in B) Laden, b2, Spalte "Verstöße", wird in b2.1 das Wort "Drehradien" durch die Worte "Wendekreise" ersetzt;

3° in C) Verstöße im Zusammenhang mit der Begleitung werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In c1, Spalte "Verstöße", c1.2, erster Gedankenstrich, Ziffer 2 wird die Wortfolge "mindestens 3,20 m" durch die Wortfolge "mindestens 3,50 m" ersetzt;

a) In c6, Spalte "Verstöße", c1.2, erster Gedankenstrich, Ziffer 4 der französischen Fassung wird in die Wortfolge "supérieure à 70 kilomètres" durch die Wortfolge "supérieure à 90 kilomètres" ersetzt;

4° in D) Landwirtschaftliche Fahrzeuge, werden in d1 die Einträge in der Spalte "Verstöße" durch folgende Einträge ersetzt:

"Das landwirtschaftliche Sonderfahrzeug:

1° das ausschließlich im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit genutzt wird;

2° dessen Breite mindestens 3,50 m und höchstens 4,25 m beträgt und dessen Länge höchstens 27,00 m beträgt und dessen Höhe und Masse der Straßenverkehrsordnung und den technischen Vorschriften entsprechen oder nach Rücksprache vom Direktor der Verwaltung als diesen entsprechend angesehen werden;

3° das sich in einem Umkreis von höchstens fünfzig Kilometern um den Betriebssitz oder den Bauernhof bewegt;

4° im Falle eines gezogenen landwirtschaftlichen Fahrzeugs, wenn es mit einer Landmaschine oder landwirtschaftlichen Geräten beladen ist.

Wird nicht durch ein Warnfahrzeug gekennzeichnet. ";

5° in F) Ausrüstung werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In f10, Spalte "Verstöße", wird in f10.1 die Wortfolge "oder bis zum 31. Dezember 2015 gemäß Artikel 47.1 der Straßenverkehrsordnung," aufgehoben;

b) in f16, Spalte "Verstöße", wird in f16.1 nach der Wortfolge "die in alle Richtungen sichtbar ist" die Wortfolge "und zwei orangefarbene Leuchten an der Vorderseite des Fahrzeugs, die während des Sondertransports in Betrieb sind" eingefügt.

Art. 10 - In Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Erteilung der Genehmigung für außergewöhnliche Transporte, werden die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 aufgehobenen Paragraphen 3 und 4 in der folgenden Fassung wieder aufgenommen:

"§ 3. Wenn der Antrag auf Genehmigung unvollständig ist und zusätzliche Informationen erfordert, wird dem Antragsteller innerhalb von fünf Werktagen nach Eingang des Antrags eine Aufstellung der fehlenden Elemente zugesandt.

Der Antragsteller wird über das Eingangsdatum der fehlenden Angaben informiert.

Wenn nach Eingang der erhaltenen Elemente noch immer weitere Informationen erforderlich sind, wird dem Antragsteller innerhalb von drei Werktagen ab dem in Absatz 2 genannten Datum erneut eine Aufstellung der fehlenden Elemente zugesandt.

Das Verfahren wird gemäß den Absätzen 2 und 3 wiederholt bis der Antrag vollständig ist.

§ 4. Der Antragsteller wird über die Notwendigkeit einer Konsultierung informiert, und zwar:

1° innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang des Antrags, oder

2° innerhalb von drei Werktagen nach Eingang der in § 3 genannten zusätzlichen Informationen."

KAPITEL II — Schlussbestimmungen

Art. 11 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 5 Ziffer 2, der am 1. Januar 2028 in Kraft tritt.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Januar 2026.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2026/200465]

22 JANUARI 2026. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer en het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, de artikelen 3, 4, 8, 12, 24 en 44, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 23 juni 2025;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juli 2025;

Gelet op het rapport van 16 december 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 77.975/2/ van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2025, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen overeenkomstig artikel 6, § 2, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie op 4 september 2025 overeenkomstig artikel 5, § 1, van Richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer wordt een punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"1°/1 de dienst: de dienst staande uit statutaire of contractuele personeelsleden van niveau A die behoren tot de Cel uitzonderlijk vervoer van de Directie Verkeersveiligheid en Wegencontrole van het Departement Regelgeving en Regulering van het Vervoer van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur. ".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "directeur van de administratie" vervangen door het woord "dienst";

6° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden "naar de administratie" vervangen door de woorden "naar de dienst";

3° in paragraaf 3 worden de woorden "de administratie" vervangen door de woorden "de dienst";

4° in paragraaf 4 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Indien de aanvraag het voorwerp heeft uitgemaakt van een bijkomende informatieverstrekking, wordt de vergunning of de weigering aan de aanvrager meegedeeld binnen vijf werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de bijkomende informatie die overeenkomstig paragraaf 3 werd verkregen, of binnen vijftien werkdagen te rekenen vanaf die datum voor aanvragen waarvoor een raadpleging vereist is. ";

5° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "de administratie" vervangen door de woorden "de dienst";

6° in paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden "de administratie" vervangen door de woorden "de dienst";

7° paragraaf 7 wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt:

"De in lid 2 bedoelde uitzonderlijke voertuigen worden onder de volgende voorwaarden gebruikt:

1° zij rijden in de gevallen:

a) bedoeld in lid 3, 1°, 4° en 5°, binnen een straal van maximaal vijftientwintig kilometer rond de plaats van bouw of assemblage;

b) bedoeld in lid 3, 2° en 3°, binnen een straal van ten hoogste vijftien kilometer rond de plaats van bouw of assemblage;

2° voor uitzonderlijke voertuigen van categorie 2 verloopt het traject via maximaal twee voorgeschreven alternatieve routes;

3° ze rijden niet tegelijkertijd op de openbare weg. ".

Art. 3. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "directeur van de administratie" vervangen door het woord "dienst";

Art. 4. In artikel 22, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "groter dan 3,20 meter" vervangen door de woorden "groter dan 3,50 meter".

Art. 5. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° een nieuw lid wordt ingevoegd tussen lid 1 en lid 2, luidend als volgt:

"Het begeleidingsvoertuig heeft een daklengte van ten minste 2,50 meter en een dakhoogte van ten minste 1,75 meter."

Art. 6. In artikel 33, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden "waarschuingskleding klasse 3 die voldoet aan de norm NBN EN ISO 20471 of gelijkwaardig, bestaande uit een gele jas en een gele broek of een overall in dezelfde kleur;" vervangen door de woorden "waarschuingskleding klasse 2 die voldoet aan de norm NBN EN ISO 20471 of gelijkwaardig, bestaande uit een gele jas en een gele broek of een jas van klasse 3 of een overall van klasse 3 in dezelfde kleur;".

Art. 7. In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Landbouwvoertuigen die aan de volgende voorwaarden voldoen, zijn uitzonderlijke landbouwvoertuigen" vervangen door de woorden "Dit hoofdstuk heeft betrekking op landbouwvoertuigen die ook uitzonderlijke voertuigen zijn en aan de volgende voorwaarden voldoen:";

2° in lid 2 worden de woorden "de directeur van de administratie worden gelijkgesteld met uitzonderlijke landbouwvoertuigen" vervangen door de woorden "de dienst worden gelijkgesteld met landbouwvoertuigen".

Art. 8. In artikel 43, § 1, van hetzelfde besluit wordt punt 1° opgeheven.

Art. 9. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in A) Vergunning/voorschriften worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in a5, kolom "Overtredingen", worden de woorden "dan die in de technische afwijking van het voertuig" vervangen door de woorden "dan die van de technische documenten van het voertuig";

b) in a9, kolom "te ontvangen bedragen", worden de woorden "Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019" opgeheven;

2° in B) Lading, b2, kolom "Overtredingen", b2.1, worden, in de Franse versie, de woorden "rayons de girations" vervangen door de woorden "cercles de braquage";

3° in C) Overtredingen met betrekking tot de begeleiding worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in c1, kolom "Overtredingen", c1.2, eerste streepje, 2°, worden de woorden "groter dan 3,20 meter" vervangen door de woorden "groter dan 3,50 meter";

b) in c6, kolom "Overtredingen", 4°, worden de woorden "meer dan 70 kilometer" vervangen door de woorden "meer dan 90 kilometer";

4° in D), Landbouwvoertuigen, d1, worden de vermeldingen in kolom "Overtredingen" vervangen door wat volgt:

"Het uitzonderlijke landbouwvoertuig:

1° uitsluitend gebruikt voor landbouwactiviteiten;

2° waarvan de breedte groter is dan 3,50 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,25 meter en waarvan de lengte kleiner is dan of gelijk aan 27,00 meter en waarvan de hoogte en het gewicht voldoen aan, of na overleg geacht worden te voldoen aan, de wegcode en de technische voorschriften door de directeur van de administratie;

3° dat zich binnen een straal van maximaal vijftig kilometer van de plaats van vestiging of het landbouwbedrijf verplaatst;

4° in het geval van een getrokken landbouwvoertuig, wanneer het geladen is met een landbouwmachine of landbouwmaterieel;

Wordt niet gesignaleerd door een waarschuwingsvoertuig. ";

5° in F), Uitrusting, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in f10, kolom "Overtredingen", f10.1, worden de woorden "of, tot 31 december 2015, overeenkomstig artikel 47.1 van de Wegcode," opgeheven;

b) in f16, kolom "Overtredingen", f16.1, worden de woorden "en met twee oranje lichten aan de voorkant van het voertuig die tijdens het uitzonderlijk vervoer branden" ingevoegd na de woorden "vanuit alle richtingen".

Art. 10. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer worden de paragrafen 3 en 4, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024, in de volgende lezing hersteld:

" § 3. Indien de vergunningsaanvraag onvolledig is en aanvullende informatie vereist, wordt binnen vijf werkdagen na ontvangst van de aanvraag een overzicht van de ontbrekende gegevens aan de aanvrager gestuurd.

De aanvrager wordt in kennis gesteld van de datum van ontvangst van de ontbrekende gegevens.

Indien nogmaals bijkomende informatie vereist wordt, wordt binnen drie werkdagen, te rekenen vanaf de datum bedoeld in het tweede lid, opnieuw een overzicht van de ontbrekende elementen aan de aanvrager gestuurd.

De procedure herbegint overeenkomstig het tweede en derde lid totdat de aanvraag volledig is.

§ 4. De aanvrager wordt in kennis gesteld van de noodzaak van een raadpleging binnen:

1° vijf werkdagen na ontvangst van de aanvraag of

2° drie werkdagen na ontvangst van de bijkomende informatie bedoeld in § 3. "

Hoofdstuk 2. — Slotbepalingen

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5, 2°, dat op 1 januari 2028 in werking treedt.

Art. 12. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 2026.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,

A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,

F. DESQUESNES

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2026/200467]

15 JANVIER 2026. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;